

Classiques des sciences sociales dans le champ militaire

Anonyme, *Report from Iron Mountain on the Possibility and Desirability of Peace*, with introductory material by Leonard C. Lewin, New York, The Dial Press, Inc., 1967, xxxii +109 pp.

Présenté par Bernard Boène

Il est rare de voir considérer comme “classique” un document anonyme. Il est plus rare encore, en matière de sciences sociales, que le document en question figure peu après sa sortie en tête de la liste des best-sellers du *New York Times*, et qu’il soit bientôt traduit en pas moins de quinze langues. C’est pourtant le sort qu’a connu le *Report from Iron Mountain*.¹

La clé de son succès réside pour une part dans la gravité des questions qu’il soulève. Pour une autre, son renom a partie liée avec la candeur politique et morale, ou si l’on préfère, avec le cynisme qui transparaît dans nombre de passages du rapport, et qui ne manquera pas de susciter la controverse, voire la polémique.² Sa date de parution – fin 1967 – y entre sans doute aussi pour beaucoup: elle coïncide presque exactement avec les premières grandes manifestations contre la guerre du Vietnam et la conscription. Pour l’essentiel, cependant, sa notoriété dérive du mystère qui l’entoure: l’identité de son ou de ses auteurs est énigmatique, et il flotte autour de lui d’entrée un parfum de supercherie.

L’ouvrage

L’histoire du livre est rapportée avec un certain luxe de détails par Leonard Lewin dans un préambule assez long qu’alimentent des entretiens avec son informateur. L’homme qui se confie à lui et lui demande de l’aider à faire publier le rapport³ est professeur de sciences sociales dans une grande université du Middle West: c’est tout ce qu’on saura de l’acteur-clé par qui tout arrive, puisqu’il choisit de se faire appeler “John Doe” (équivalent

¹ Le texte du rapport est disponible sur Internet, dans une pagination différente de l’original, à l’adresse: www.teachpeace.com/Report_from_Iron_Mountain.pdf.

² Par exemple: “*Il n’est pas certain aujourd’hui que la paix soit un jour possible. Il est plus discutable encore, si l’on se fonde sur le critère objectif d’une garantie de survie de la société plutôt que sur celui des émotions qui sous-tendent le pacifisme, qu’elle serait désirable même si l’on pouvait montrer qu’elle est à notre portée*” (p.65 de l’édition disponible sur Internet mentionnée ci-dessus). Ou encore, au titre des recommandations finales: “ (...) *situer sur la longue période la nature et les caractéristiques des guerres ouvertes qu’il convient de planifier et de budgéter pour obtenir le degré souhaitable de stabilité du contexte (...); les facteurs à déterminer comprennent la fréquence, la durée, l’intensité des destructions physiques, l’ampleur géographique des zones visées, et les pertes humaines moyennes optimales*” [de ces guerres] (p.72).

³ Il l’est, nous prévient-on, sans les 604 rubriques de ses annexes statistiques, ni le manuel de “jeux de la paix” mis au point au cours de l’étude.

fonctionnel de Pierre Machin) et qu'il n'indique rien de plus sur sa personnalité ou son curriculum vitæ.

Tout commence, selon son récit, lorsque "Doe" est indirectement contacté, en 1963, par un personnage mystérieux, dont tout porte à croire qu'il agit au nom d'une instance ou de personnalités œuvrant au plus haut niveau de l'Administration en place à Washington.⁴ L'objet de cette prise de contact non sollicitée est de l'inviter à faire partie d'un "Special Study Group" chargé de "*déterminer avec précision et réalisme la nature des problèmes qui se poseraient aux États-Unis si un état de paix permanent*" s'instaurait dans le monde. Ce groupe, composé de personnalités éminentes dont l'ouvrage n'indique que les activités ou disciplines de rattachement, comporte un industriel, un *systems analyst*, un anthropologue, un sociologue, un psychologue, un critique littéraire, un psychiatre, deux physiciens, un biochimiste, un mathématicien, un économiste, un professeur de relations internationales et un historien, que l'ouvrage affuble de pseudonymes passe-partout. Il se réunit une fois par mois, le week-end, pendant deux ans et demi, notamment à Iron Mountain (endroit qui donne son nom au rapport), dans un abri antiatomique destiné au stockage d'archives de grandes entreprises en cas de guerre nucléaire. Aucune des réunions ne donne lieu à compte-rendu. La rémunération, modeste, est anonyme et non imposable, et toutes les activités sont soumises au secret le plus strict. Cette dernière disposition est habituelle: en 1962, le rapport beaucoup moins sujet à controverse de la sous-commission Humphrey sur le désarmement avait connu le même sort, de peur d'offrir à la propagande communiste le cadeau d'une "preuve" de la théorie marxiste sur les liens de causalité entre production d'armements et prospérité du capitalisme; en 1957, le Rapport Gaither avait lui aussi été tenu secret, tout comme le Rapport Moynihan en 1965.

Dans cette atmosphère raréfiée, nous dit-on, le *Special Study Group* élabore logiciels et algorithmes permettant de quantifier les rapports de facteurs les plus divers, au croisement des lignes et colonnes de matrices prospectives. Le souci dominant est celui de l'objectivité et d'une asepsie morale rigoureuse: on commence par traquer le moindre jugement de valeur dans les raisonnements et les présupposés. "Doe" explique que la chose n'est pas aisée, et que la répression des réactions émotionnelles au travail en cours est peut-être à l'origine de deux crises cardiaques ultérieures parmi les membres de l'équipe. Le mode opératoire est gouverné par l'absence de formes, hiérarchiques ou protocolaires,⁵ dans les relations qui s'instituent entre ses membres, et par l'unanimité: une question n'est considérée comme traitée que lorsque l'assemblée, comme chez les Quakers, a le sentiment d'être parvenue à un consensus. Le rapport lui-même, rendu (à en croire le "bordereau

⁴ "Doe" précise que l'idée de l'étude demandée sur les conséquences de la paix a germé en 1961 dans l'entourage de Kennedy: il cite nommément Robert MacNamara, McGeorge Bundy et Dean Rusk (p.8). Il dit ne pas connaître l'instance commanditaire, mais ne serait pas étonné que le Département d'État, le Pentagone ou le Conseil de Sécurité Nationale y aient leur part. Il précise plus loin que le Président lui-même n'est pas informé de la démarche.

⁵ Ce caractère informel, voulu parce que plus propice à l'émergence d'une pensée qu'on souhaite originale, est selon "Doe" la raison pour laquelle les commanditaires ne se sont pas adressés à des organismes existants spécialisés dans ce genre d'études: RAND, Hudson Institute, ou Institute for Defense Analyses.

d'envoi") à ses commanditaires le 30 septembre 1966, a été unanimement approuvé: seule la question du secret a fait l'objet de l'opposition de principe du seul "John Doe". Ce dissentiment, explique-t-il dans une déclaration liminaire, est à l'origine de sa décision de violer le secret auquel il était tenu. Il s'y est finalement résolu au nom de la liberté de l'information et de la nécessité absolue d'un débat public sur les recommandations formulées par ce groupe de réflexion très spécial à l'issue de ses travaux.

Le texte du rapport est présenté à la suite. L'Introduction précise l'hypothèse de travail et les termes du problème posé: malgré la guerre du Vietnam, l'admission de la Chine communiste à l'ONU n'est plus qu'une question de temps, et le contentieux politique entre grands États du monde *pourrait*, en dépit des apparences, trouver des solutions autres que la poursuite des affrontements. Quelles seraient les conséquences économiques, politiques, sociales, écologiques et culturelles d'une paix véritable, c'est-à-dire d'un désarmement général et d'une renonciation à la violence en matière internationale? Les réponses apportées à ces questions sont exposées en huit sections, la dernière réservée aux recommandations auxquelles mène l'étude.

Le monde consacre environ 10% de ses ressources à s'armer. Une conversion des industries d'armement poserait plus de problèmes que ses partisans ne veulent bien l'admettre. Ces derniers succombent à l'"*erreur macroscopique*" consistant à penser qu'un désarmement général ne différerait de la fermeture d'une usine implantée à tel ou tel endroit que par l'échelle. En réalité, on toucherait à la structure économique d'ensemble, avec des effets inattendus et probablement négatifs. Ces industries, qui jouent un rôle moteur dans l'innovation technologique, ne se laisseraient pas rayer d'un trait de plume du paysage économique sans conséquences politiques importantes, et il n'est pas sûr qu'un milliard de dollars annuellement consacré à des missiles puisse aisément se transformer, sous l'effet d'allègements d'impôts, en biens de consommation si l'offre et la demande ne le permettent pas. L'idée de vastes programmes publics (logement, éducation, santé, conquête de l'espace, lutte contre la pauvreté, etc.) semble certes plus prometteuse sur le papier, mais elle laisse de côté la question primordiale de l'acceptabilité politique de dépenses de ce type à hauteur du budget actuel de la défense. Enfin, tous ces raisonnements ignorent la fonction, stabilisatrice ou de stimulation, des dépenses militaires dans l'économie. De telles dépenses représentent un investissement qui sans elles – sans le besoin de sécurité – n'aurait pas été consenti. On oublie, par exemple, que le niveau de vie américain s'est *élevé* pendant la Seconde Guerre mondiale.

La plupart des scénarios de désarmement général pèchent par abstraction. Mais leur faiblesse principale réside dans l'idée que la guerre, en tant qu'institution, est subordonnée au système social qu'elle est censée servir. En réalité, la guerre est première: c'est elle qui structure fondamentalement le système social, et les autres considérations, qu'elles soient politiques, économiques ou autres, ne fournissent que des principes de structuration secondaires des relations entre les hommes, les groupes et les nations. On aurait tort de croire, comme on le fait le plus souvent, que la priorité accordée aux considérations militaires se justifie par l'existence de menaces: c'est l'inverse qui est vrai, et les menaces

ne sont qu'une rationalisation des exigences fonctionnelles changeantes d'un monde fondé sur la guerre. Les sociétés ont besoin de la violence externe pour se maintenir en tant que sociétés.

À ces fonctions économique et politique de la guerre, il faut ajouter une fonction sociologique. Les impératifs de la sécurité permettent de maintenir, intégrer et contrôler les classes sociales que le progrès économique rendrait sans eux superflues. Les armées constituent depuis toujours un employeur de dernier ressort pour tous ceux qui ne trouvent pas à s'employer utilement dans la société et l'économie. La conscription moderne, sa durée, la proportion des classes d'âge qu'elle affecte, servent aux gouvernements de moyens de levier pour réguler la conjoncture de l'emploi. La preuve en est que pendant la Dépression, on a fait l'expérience de grands travaux (ceux du *Civilian Conservation Corps*, auquel l'Administration Roosevelt avait donné forme militaire...), mais que ceux-ci n'ont pas été suffisants pour résorber le chômage : seule l'entrée dans la guerre a permis d'en finir avec lui. Ceci tient au fait que les comportements sont beaucoup plus puissamment influencés par la menace externe que par toute autre considération. De façon plus générale, l'existence d'ennemis extérieurs justifie le monopole des moyens de la violence par l'État, monopole qui permet d'ordonner les sociétés. Les grandes civilisations aujourd'hui défunctes (les Précolombiens, par exemple), dominant des territoires si vastes que la guerre y devenait impossible, lui avaient trouvé des substituts fonctionnels dans des rites de sacrifice humain. Des substituts purement symboliques comme ceux que proposent certains enthousiastes du désarmement ne seraient, selon toute vraisemblance, pas suffisamment crédibles pour éviter le développement des violences internes.

La fonction écologique de la guerre est moins évidente : si en assurant l'équilibre population/ ressources, elle a permis à l'espèce humaine de *survivre*, elle s'est révélée un bien piètre moyen de *améliorer* puisqu'elle constitue un processus de sélection génétique à rebours. Cependant, comme Gaston Bouthoul a pu le souligner, les autres institutions mises en œuvre par l'humanité pour assurer la survie de l'espèce humaine (infanticide, mutilation sexuelle, monachisme, émigration forcée, large recours à la peine capitale) se sont avérées encore moins satisfaisantes. Il est possible que les progrès de la productivité agricole et industrielle enlèvent une grande partie de son intérêt à cette fonction écologique, que les théoriciens de la paix négligent désormais entièrement. Pourtant, il est au moins deux aspects par lesquels elle est susceptible de se rappeler à nous : les progrès de la médecine entraînent une augmentation plus rapide du volume démographique, et une détérioration du stock génétique par survie d'individus autrefois inviables. Or, la guerre nucléaire, quels que soient par ailleurs ses dangers (mal connus) pour l'humanité, aurait au moins l'avantage sur la guerre classique de ne pas sélectionner ses victimes de manière régressive.

Enfin, le phénomène-guerre n'est pas sans effets bénéfiques sur la créativité intellectuelle. En matière artistique, les normes morales et esthétiques trouvent leur origine anthropologique commune dans l'exaltation du courage, forme sublimée de l'acceptation de la guerre. Que seraient Shakespeare, Beethoven ou Goya sans la seconde, Dante,

Rembrandt ou Bach sans le premier ? On n'a pas assez souligné que l'explosion culturelle américaine est contemporaine d'une montée en puissance militaire. En matière scientifique et technique, le lien entre guerre et progrès est trop évident depuis les origines de l'humanité pour qu'on s'y attarde, mais il faut noter qu'il s'est considérablement renforcé au 20^e siècle.

Ces cinq fonctions principales n'épuisent pas le sujet: il en est d'autres, secondaires car moins critiques, et plus facilement remplaçables en cas d'instauration d'une paix universelle. Ainsi, la guerre permet, comme d'autres rites d'inversion (carnaval, orgies, etc.), la relaxation de tensions psychosociales indifférenciées ; elle stabilise également les rapports intergénérationnels en donnant aux anciens les moyens de contrôler les jeunes ; elle sert, comme le suggère le caractère très généralement dualiste des débats philosophiques et politiques, à la clarification idéologique, car la guerre finit toujours par simplifier les situations complexes et par produire deux camps opposés ; enfin, elle a longtemps constitué un moyen de fertilisation croisée pour des civilisations qui sans elle auraient fort bien pu s'ignorer.

Peut-on imaginer des substituts à ces fonctions de la guerre ? En matière de gestion de l'économie, il faudra trouver des investissements improductifs civils d'ampleur comparable, en dehors des mécanismes de l'offre et de la demande, pour jouer le rôle de volant de stabilisation-stimulation discrétionnaire traditionnellement assumé par le budget militaire. La difficulté sera alors de légitimer des dépenses sociales, spatiales ou d'inspection du désarmement très largement supérieures à ce qu'elles sont aujourd'hui, et qui ne correspondront pas nécessairement à des besoins ressentis. En matière politique, il conviendra de simuler des menaces ou des contraintes civiles externes d'une nature et d'une portée assez crédibles pour garantir l'ordre social interne et l'autorité des gouvernants. Une police internationale omnipotente et omniprésente, l'évocation d'une menace extraterrestre ou d'ennemis fictifs, la lutte contre une pollution planétaire massive, pourraient jouer ce rôle.

Les substituts envisageables à la fonction sociologique de la guerre se subdivisent en moyens de contrôle et de motivation. Les premiers pourraient consister en une généralisation d'institutions comme le *Peace Corps*, ou en une réintroduction "douce" de l'esclavage, sous une forme "*moderne et conceptuellement euphémisée*", par exemple grâce à un service obligatoire ; les seconds, en une intensification de la pollution, dans l'apparition de nouvelles religions ou mythologies, ou de jeux sanglants socialement approuvés. L'eugénisme d'État fournirait un palliatif à la disparition de la fonction écologique assumée par la guerre. La conquête spatiale, les technologies thérapeutiques médicales et sociales permettraient d'éviter une stagnation scientifique. En revanche, une source de stimulation morale et esthétique aussi puissante que le conflit collectif violent serait très difficile à trouver pour garantir la créativité culturelle des sociétés, et les auteurs renoncent à en suggérer une.

La valeur, c'est-à-dire les chances de succès, de ces substituts est inégale. La fonction de substitution de grands programmes sociaux se limiterait par exemple à la phase

initiale d'investissement, mais ne pourrait après cela échapper au fonctionnement normal de l'économie. Il en va de même des systèmes d'inspection ou de vérification des accords de désarmement, que la paix véritable rendrait superflus au-delà du processus de transition vers un monde pacifique. En revanche, un programme de conquête de l'espace est beaucoup plus prometteur, puisque sa durée serait illimitée. Les divers substituts politiques pèchent par manque de crédibilité ou d'acceptabilité ; les substituts sociologiques proposés seraient d'une mise en œuvre malaisée et d'une efficacité incertaine ; quant à l'eugénisme, sa difficulté intrinsèque est d'ordre temporel, car un programme de cette nature ne pourrait se mettre en place qu'une fois la transition vers la paix universelle assurée, c'est-à-dire après un laps de temps tel que l'irréparable aurait toutes les chances de se produire en matière de démographie planétaire, et qu'il interviendrait trop tard.

La conclusion est claire: l'optimisme n'est pas de mise. Non seulement les fonctions de substitution prises une à une s'avèrent problématiques à l'examen, mais il conviendrait encore qu'elles soient compatibles entre elles. Tant qu'un programme cohérent n'est pas mis au point, il est difficile de se prononcer sur la viabilité d'une paix éternelle véritable. Il faudrait enfin être sûr que le présupposé de départ, celui d'une solution non violente possible aux conflits jusque-là résolus par la guerre, est fondé. Or, nombreux sont ceux qui doutent qu'il en soit ainsi, et le processus de pacification des rapports politiques internationaux, même si le pari n'est pas perdu d'avance, sera vulnérable aux aléas les plus divers.

L'incertitude qui plane sur l'opportunité comme sur la possibilité d'une substitution de la paix générale au système traditionnel de régulation par la guerre rend compte des recommandations finales du rapport: le gouvernement des États-Unis serait bien avisé de tenir deux fers au feu. Même si, à supposer la paix à la portée de l'humanité, il semble utile à ses auteurs de douter qu'elle soit désirable, la simple prudence devrait conduire à poursuivre, selon les axes tracés, l'étude de ses conséquences éventuelles. Lorsque le choix est ouvert, la paix apparaît le plus souvent souhaitable à court terme, mais la vraie question est celle de ses effets de long terme sur les sociétés. Le *war system* – les affrontements, chauds ou froids, mais encore tout ce que suppose la possibilité de la guerre en amont et en aval – a jusqu'ici garanti leur stabilité. N'est-il pas frappé d'obsolescence par le changement technologique ? Des accidents nucléaires ne pourraient-ils pas imposer un désarmement général, et ne faut-il pas dès maintenant se préoccuper de limiter les conséquences les plus catastrophiques d'une telle évolution ?

Pour peser les risques respectifs des deux branches de l'alternative, et les erreurs d'appréciation qui peuvent s'y attacher, il faut affiner la connaissance des conditions optimales de fonctionnement du *war system*: quelle est, selon le moment, le niveau de production d'armes le plus propre à garantir l'optimum économique ? Quels sont les facteurs de la corrélation entre conscription et dissensus social ? À partir de quels volumes de morts, dans tel ou tel type de circonstances, peut-on dire que la crédibilité d'une menace de guerre est assurée ? Quelle est la périodicité "optimale" des guerres selon le contexte historique ?

Le rapport recommande donc la création d'une "War/ Peace Research Agency" disposant de tous les moyens de l'État fédéral, et responsable devant le seul Président des États-Unis. Sa tâche consisterait pour une part dans la détermination des probabilités statistiques d'événements et de facteurs susceptibles d'influer sur le processus de transition vers la paix, ainsi que dans le développement des modélisations et "jeux de paix" heuristiques esquissés par le Special Study Group. Ces aspects constitueraient le versant "*Peace Research*" de son cahier des charges. Pour une autre part, cependant, la nouvelle instance devrait s'attacher à certains aspects jusque-là délaissés de la "*War Research*" : quantification et mise au point de critères d'évaluation des fonctions non militaires de la guerre, prise en compte des limites imposées par les facteurs économique, politique, sociologique, écologique dans l'application de tels critères, poursuite et extension à l'ensemble de la société des modélisations et "jeux de guerre" heuristiques. Il s'agit en d'autres termes de rationaliser les pratiques spontanées de gestion du rôle extramilitaire de l'appareil de sécurité.

On le voit, si le *Report from Iron Mountain* est une supercherie, c'est une supercherie sérieuse. Il faut remarquer qu'il s'inscrit dans certaine continuité : celle du réalisme dur et résigné qui avait émergé au tournant des années 1940, par exemple chez un Burnham⁶ ou un Robert Park,⁷ puis triomphé après 1947-1948. Il ne fait que réaffirmer les convictions acquises par les élites américaines depuis les lendemains de la Seconde Guerre mondiale et les débuts de la Guerre froide. La continuité s'observe encore dans les vertus prêtées à l'ingénierie sociale et politique (rationalité instrumentale, neutralité axiologique, secret, application des sciences de l'homme à la guerre et aux armées, mais aussi à des questionnements sur la stabilité de pays alliés), pratique qui, pour être courante depuis les années 1950, commence à susciter la controverse (comme en témoigne le scandale autour du *Project Camelot* en 1965). Enfin, l'inspiration fonctionnaliste, qui tient alors le haut du pavé en sciences sociales, est trop évidente ici pour qu'on y insiste : la notion mertonienne de substitut fonctionnel, qui revient avec insistance tout au long de ces pages, en fournit le pivot conceptuel.

Une différence majeure par rapport à l'avant-guerre et aux courants dominants de l'ingénierie ultérieure en matière militaire se fait jour, pourtant, lorsque la paix apparaît aux auteurs, non comme probable, mais comme suffisamment plausible pour justifier un mandat présidentiel d'étude de ses conséquences sur la stabilité structurelle des sociétés. Comment interpréter une telle volte-face : pourquoi le conflit irréductible perdrait-il sa puissance unique de régulation ? Pourquoi le *war system* est-il (même à titre d'hypothèse) menacé d'obsolescence ? La réponse ne réside pas dans l'existence d'arsenaux nucléaires, auxquels le rapport ne fait jouer qu'un rôle vague et, contrairement à nombre d'autres sur l'évolution de la scène internationale, assez peu révolutionnaire en matière stratégique.

⁶ James Burnham, *The Managerial Revolution*, New York, Day, 1941

⁷ Robert Park, "The Social Function of War : Observations and Notes", *American Journal of Sociology*, vol.46, 1941, pp.551-570.

Il est possible en revanche que le ressort profond de ce texte soit d'origine sociale : qu'il réside dans la forte impression produite parmi les élites américaines par le début de dissensus face à l'endiguement du communisme de par le monde. Celui-ci n'avait pu prospérer après 1947-1948 qu'en raison du ralliement tacite de libéraux de gauche convaincus depuis l'immédiat avant-guerre que la seule attitude qui vaille face au totalitarisme était l'attitude réaliste. Or, une partie de l'intelligentsia du premier rang épouse depuis 1958-1960 les thèses relativement modérées du mouvement dit de *Peace Research*, expression reprise explicitement par les auteurs du rapport pour désigner l'un des versants d'une ingénierie militaire élargie dans le futur. Mieux ou pire encore : cette contestation tempérée de notables universitaires est tournée sur sa gauche par des étudiants qui, inspirés par C. Wright Mills⁸ et motivés par un système de conscription qui ne les épargne plus, mettent en œuvre une contestation beaucoup plus radicale.

Bref, les questions qui transparaissent en filigrane sont pertinentes. Au vu de certaines des idées que développe le rapport et qui en sont le fruit, l'Amérique peut-elle sans se renier maintenir la posture réaliste qu'elle a adoptée deux décennies auparavant ? Ne faut-il pas s'inquiéter de l'influence que confère à ses acteurs universitaires l'ingénierie en prise directe sur le cours politico-militaire des choses, que cette influence soit désintéressée – tournée vers le maintien des grands équilibres constitutionnels – ou qu'elle ne le soit pas : qu'elle ne relève que d'un banal goût du pouvoir ? De telles interrogations ne peuvent déplaire à ceux qui visent une nouvelle Alliance, plus transparente ou moins équivoque, entre le monde universitaire et le monde politique et militaire. Elles réjouissent ceux qui souhaitent mettre un terme à la collaboration, vécue comme une compromission, entre le premier et le second au nom des valeurs démocratiques libérales dont les intellectuels sont censés être les gardiens. Emportant tout sur son passage, le dissensus qui résultera de la fin de l'épisode vietnamien fera ultérieurement pencher la balance en faveur de ces derniers : le monde de la recherche universitaire se coupera des questions politico-militaires pour un peu plus d'une décennie.

La réception du livre

Le rapport, au moment de sa publication censément non autorisée, est pris très au sérieux. Une source interne à l'Administration Johnson indique que le Président, lorsqu'il en a appris l'existence et eu connaissance du propos qui est le sien, a "*sauté au plafond*" et ordonné sa "*mise sous séquestre pour l'éternité*". Le magazine *Esquire* en publie de longs extraits. La très sérieuse revue de sciences sociales *Trans-Action* lui consacre un numéro entier. John Kenneth Galbraith signe, sous un pseudonyme, une recension qui n'a rien de critique dans le *Washington Post*. L'ouvrage se vend en quelques années à plus de 100 000 exemplaires. Dans le contexte social et politique tendu de la seconde moitié de la décennie 1960, la veine swiftienne du rapport est entrée en résonance avec les sentiments qu'éprouve une large part des classes cultivées.

⁸ Cf. *The Power Elite*, rubrique "Classiques", *Res Militaris*, vol.2, n°2, Hiver-Printemps 2012.

La supercherie ne sera éventée qu'en 1972, peu après la divulgation par Daniel Ellsberg, "lanceur d'alerte" avant la lettre, des *Pentagon Papers*: étude secrète, bien réelle celle-là, demandée par Robert MacNamara, Secrétaire à la Défense, et rédigée en pas moins de 47 volumes et 7000 pages par un groupe d'experts civils et militaires sur le rôle des États-Unis au Vietnam entre 1945 et 1971. C'est le moment que choisit Lewin pour révéler que le *Report from Iron Mountain* est un faux, dont il est le seul auteur. Il ne peut s'empêcher de relever ironiquement que les *Pentagon Papers* sonnent comme une parodie de son canular: il avait visé juste.

Il faut dire qu'il avait étudié de près les rapports de la RAND Corporation et de l'Hudson Institute (là où œuvrait Herman Kahn, auteur de scénarios de guerre nucléaire), qui ont alimenté ses notes,⁹ et conféré à son texte un réalisme qui rendait le faux difficilement détectable. D'autant qu'il est rédigé dans un style administratif neutre qui donne à la parodie une qualité littéraire indéniable de témoignage. L'idée, précise-t-il, en était venue à son éditeur, Victor Navasky (alors rédacteur-en-chef d'un magazine humoristique, avant de passer à l'hebdomadaire de gauche *The Nation*), à la lecture dans la grande presse d'un entrefilet liant une brusque chute des cours à Wall Street à une "peace scare": à une menace de paix...

Canular réussi au-delà de toute espérance, le rapport connaîtra une postérité inattendue. Il est aujourd'hui utilisé sur Internet par les groupes de l'extrême-droite populiste américaine comme illustration, tenue pour véritable, du genre de complots qui s'ourdissent à Washington, dans les allées du pouvoir fédéral, contre les libertés du peuple... Preuve supplémentaire, s'il en était besoin, qu'un texte, une fois publié, acquiert une vie propre que l'auteur ne contrôle pas.

Cette parodie des sciences sociales appliquée à la haute politique méritait-elle le statut de classique qu'on lui reconnaît aujourd'hui? Le simple fait qu'elle ait été prise au sérieux par le politique et nombre de grands noms ou d'instances centrales des sciences de l'homme et de la société en Amérique semble fortement l'indiquer. Au-delà de la supercherie qui a fait la fortune de son auteur, elle présente l'immense mérite de faire resurgir la question des valeurs dans un secteur thématique de recherche où l'ingénierie dominante depuis les années 1950 avait, conformément à sa logique, choisi de les occulter soigneusement – avec les conséquences soulignées en creux par l'ouvrage. À ce titre, il n'a certainement pas usurpé son statut.

Bernard Boëne

⁹ La source de ce passage est la notice nécrologique consacrée à Leonard Lewin trente et quelques années plus tard: John Kifner, "L.C. Lewin, Writer of Satire Of Government Plot, Dies at 82", *New York Times*, 30 janvier 1999.